

GENERAL
ASSEMBLYASSEMBLEE
GENERALE

A/C.4/77

9 December 1946

FRENCH

ORIGINAL : ENGLISH

QUATRIEME COMMISSION

LE RAPPORTEUR : PROJET DE RAPPORT DE LA QUATRIEME
COMMISSION SUR LA TRANSMISSION DES RENSEIGNEMENTS
COMMUNIQUEES PAR LES MEMBRES EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 73 (e) DE LA CHARTE

La question ci-dessus a été renvoyée par la quatrième Commission à sa Sous-Commission 2. Le rapport de la Sous-commission a été distribué aux Membres de l'Assemblée générale dans les documents A/C.4/68 et A/C.4/68/Corr.1.

La résolution adoptée par la quatrième Commission n'est pas la même que celle adoptée par la Sous-commission. Le Préambule et les trois premiers alinéas sont ceux recommandés par la Sous-commission; les alinéas suivants 4 à 6 reproduisent un amendement de la délégation de Cuba semblable à celui qu'elle avait proposé à la Sous-commission où il avait été rejeté par 10 voix contre 8, et une abstention.

Les arguments pour et contre cet amendement, qui prévoit la création d'un Comité ad hoc, sont exposés dans le rapport de la Sous-commission. De plus, il y a lieu de noter que lorsque le représentant de la Chine a fait part de son intention de voter en faveur de l'amendement de Cuba, il a demandé qu'il fût fait expressément mention dans le rapport de la Commission que dans la Sous-commission il avait exprimé l'opinion que le Conseil de tutelle était logiquement l'autorité normale pour recevoir et examiner les renseignements communiqués en application du chapitre XI ; et que l'amendement qu'il avait proposé à cet effet n'avait été repoussé à la Sous-Commission que par 10 voix contre 9. Le représentant de la Chine maintenait sa position, mais en vue de faciliter les travaux de la Commission il ne représenta pas son amendement.

RECEIVED

DEC 17 1946

L'amendement de la délégation de Cuba remplace en ses alinéas 4 à 6 le texte suivant adopté par la Sous-Commission.

"4. recommande que le Secrétaire général consulte les institutions spécialisées en vue de formuler des propositions à soumettre à l'Assemblée générale lors de sa deuxième session, pour assurer la meilleure utilisation des conseils, des connaissances techniques et de l'expérience des institutions spécialisées."

Un vote par appel nominal eut lieu à la quatrième Commission sur l'amendement, qui fut adopté par 21 voix contre 12 et 4 abstentions.

Le texte complet de la résolution proposée, soumise par la quatrième Commission à l'Assemblée générale est le suivant :

"Résolution sur la transmission des renseignements visés à l'Article 73 (e) de la Charte.

L'Assemblée générale a approuvé le 9 février 1946, une résolution relative aux populations non autonomes. Par cette résolution le Secrétaire général avait été invité à inclure dans son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, une déclaration résumant les renseignements qui lui auraient été transmis par les Membres des Nations Unies en application de l'Article 73 (e) de la Charte et relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires dont ils sont responsables, autres que ceux auxquels s'appliquent les chapitres 12 et 13.

L'Assemblée générale note que des renseignements ont été transmis par les Gouvernements de l'Australie, sur la situation de la Papouasie; de France, sur la situation de l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, la Côte française des Somalis, Madagascar, et Dépendances, Les Etablissements français de l'Océanie l'Indochine, les Etablissements français de l'Inde, la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, Saint-Pierre et Miquelon, le Maroc, la Tunisie, les Nouvelles-Hébrides sous condominium franco-britannique, la Martinique,

la Guadeloupe et Dépendances, la Guyane Française et la Réunion; de la Nouvelle-Zélande, sur la situation des îles de Cook (sans préjuger de l'interprétation du terme "territoire non autonomes", attendu que les îles de Cook sont une partie intégrante de la Nouvelle-Zélande); du Royaume-Uni, sur la situation de la Barbade, les Bermudes, la Guyane britannique, le Honduras britannique, les îles Fidji, la Gambie, Gibraltar, l'île Maurice, les îles Sous-le-Vent, Sainte Lucie et le protectorat de Zanzibar; et des Etats-Unis d'Amérique, sur la situation de l'Alaska, la partie américaine des Samoa, l'île de Guam, les îles Hawaï, la Zone du Canal de Panama, Porto-Rico et les îles Vierges.

L'Assemblée générale a également pris note que les gouvernements suivants ont fait connaître leur intention de transmettre des renseignements;: la Belgique, sur le Congo belge; le Danemark, sur le Groënland; les Pays-Bas, sur les Indes néerlandaises, Surinan et Curaçao; la Nouvelle-Zélande, sur les îles Tokelau; et le Royaume-Uni sur Aden (colonie et protectorat), Bahama, le Basutoland, le Protectorat de Bechouanaland, le Protectorat de la Somalie anglaise, Brunéi, Chypre, Dominique, les îles Falkland, la Côte de l'Or (colonie et protectorat) Grenada, Hong Kong, la Jamaïque, le Kenya (colonie et protectorat), la partie nord de Bornéo, la Rhodésie du Nord, le Nyasaland, Sainte Hélène et Dépendances, Saint Vincent, Sarawak, les Seychelles, Sierra Leone, Singapour, le Souaziland, la Trinité et Tobago, le Protectorat de l'Ouganda, et les territoires du Pacifique occidental sous Haute Commission (la colonie des îles Gilbert et Ellis, le protectorat des îles Salomon, les îles Pitcairn),

La valeur de la participation des territoires non autonomes à l'activité des institutions spécialisées a été soulignée comme un moyen d'atteindre les buts du Chapitre XI de la Charte.

La procédure à suivre par l'Organisation concernant les renseignements transmis par les Membres au sujet des populations non autonomes,

a été examinée avec soin.

Par ces motifs, l'Assemblée générale :

1. Invite les Etats Membres, qui doivent fournir les renseignements, à mettre le Secrétaire général en possession, pour le 30 juin de chaque année, des renseignements les plus récents dont ils disposent.
2. Recommande que les renseignements transmis au cours de l'année 1947, par des Membres des Nations Unies en application de l'Article 73 (e) de la Charte, soient résumés, analysés et clarifiés par le Secrétaire général et inclus dans son rapport à la deuxième session de l'Assemblée générale, afin que, à la lumière de l'expérience ainsi acquise, l'Assemblée générale puisse décider si une autre procédure est désirable à l'avenir pour l'utilisation de ces renseignements.
3. Recommande que le Secrétaire général communique aux institutions spécialisées les renseignements transmis, afin que toutes les données intéressantes puissent être mises à la disposition de leurs groupes d'experts et de leurs organes délibérants.
4. Invite le Secrétaire général à réunir quelques semaines avant l'ouverture de la deuxième session de l'Assemblée générale un Comité ad hoc composé d'un nombre égal de représentants des membres transmettant des renseignements en application de l'Article 73 (e) de la Charte et de représentants élus par l'Assemblée générale à cette session, sur la base d'une répartition géographique équitable.
5. Invite le Secrétaire général à demander à l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture, l'Organisation internationale de Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation internationale du Commerce, une fois constituées, d'envoyer à titre consultatif des représentants à la réunion du Comité ad hoc.

6. Invite le Comité ad hoc à examiner les résumés et analyses faits par le Secrétaire général des renseignements transmis en application de l'Article 73 (e) de la Charte, en vue d'assister l'Assemblée générale dans son examen de ces renseignements et de faire des recommandations à l'Assemblée générale concernant la procédure à suivre à l'avenir et les moyens d'assurer que les avis, les connaissances techniques et l'expérience des Institutions spécialisées soient utilisés au mieux.

L'ensemble de cette résolution fut adopté par la quatrième Commission par un vote de 23 voix contre 12 et 3 abstentions (16 Membres étaient absents.) Si l'Assemblée générale approuve la convocation de ce Comité ad hoc comme il est dit dans les alinéas 4 à 6 de la Résolution ci-dessus, la quatrième Commission propose que l'Assemblée générale choisisse les membres suivants, et les invite à titre de membres élus à envoyer des représentants à la réunion du Comité ad hoc.